

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2 à 8 : Place au débat : Comment combattre efficacement le FN ?
(Par Jean-Claude CHAILLEY)

L'ÉDITO

Période bizarre où l'électorat populaire, plus schématiquement, l'électorat de gauche, semble déboussolé par 5 années d'attaques contre le monde du travail, menées par les gouvernements successifs d'un président qui avait pourtant été élu pour inverser les tendances du quinquennat précédent.

Toutes les rênes ont été offertes aux gagnants du libéralisme : grands patrons comme finance mondialisée. Le MEDEF a trouvé chez Hollande – Valls – Macron de parfaits relais de sa volonté de casse de notre modèle social (droit du travail, protection sociale, services publics, mais aussi développement équilibré des territoires, maintien de l'emploi en France...), au nom d'une austérité installée comme horizon indépassable.

La prochaine élection présidentielle d'avril-mai 2017 devait, selon les sondages, installer dans un fauteuil Juppé à la présidence de la République. 1ère erreur : ce fut Fillon. Style différent mais mêmes objectifs.

Deuxième surprise : la primaire socialiste. Ce ne fut pas l'arrogant et régressiste Valls qui en sortit vainqueur mais le frondeur Hamon. Et assez nettement ! Hollande choisit alors de soutenir, de moins en moins discrètement, Macron, le candidat des banquiers.

De son côté, Mélenchon s'était autoproclamé candidat, sans aucune consultation de ses partenaires. Son programme est le meilleur. Sa méthode – y

compris en campagne- la pire. Elle ne lui permettra pas de porter seul les espoirs de la gauche.

Depuis quelques temps, il se passe quelque chose dans les franges engagées de la population : le refus d'un état de fait qui condamnerait la gauche à l'absence au 2^{ème} tour le 7 mai prochain, prend de l'ampleur. Aujourd'hui, bien au-delà des militants du mouvement social, de nombreuses voix s'élèvent dans le pays pour appeler à l'unité. L'heure est grave en effet. Macron porte le danger d'une politique ultra-libérale menée sans contrainte ; Fillon y ajoute une conception rétrograde de la société et, avec Marine Le Pen, ce serait un retour des années noires.



Résistance Sociale n'a jamais donné de « consigne » de vote

au 1^{er} tour d'une élection. Nous ne le ferons pas non plus cette fois. Mais notre expression sur la nécessité d'une union à gauche est claire. Hamon et Mélenchon doivent réellement échanger, établir un programme commun... qui est à leur portée. Et cesser leurs poses médiatiques qui les conduiront à l'échec, l'un et l'autre. Mais plus grave qui enfonceront la France, et notre peuple, dans une inacceptable austérité.

Résistance sociale vous appelle à rejoindre l'appel : « **VOUS ATTENDEZ QUOI ?** » et à le signer sur : <http://www.vousattendezquoi.fr/>

Marinette Bache

PLACE AU DÉBAT

Comment combattre efficacement le FN ?

Par Jean-Claude CHAILLEY

Jusqu'à présent la lutte contre le FN n'a pas donné les résultats escomptés : l'extrême droite fascisante, le FN, progressent en France, comme partout en Europe.

Des réunions syndicales sur le FN se terminent par un échange sur : « *que fera-t-on si le 2^{ème} tour c'est entre Fillon et Le Pen ?*, voter Fillon ou s'abstenir ? ». Les salariés représentent 90 % de la population active. Comment peut-on être dans une telle situation ?

Pour lutter efficacement contre le FN :

➔ **Il faut un gouvernement qui mène une politique qui remédie aux causes profondes de la montée du FN** : la destruction du Code du travail, le chômage et la pauvreté de masse, le sentiment que l'avenir sera pire quant à l'emploi, la protection sociale, les services publics, les retraites, l'avenir des enfants, la sécurité, les libertés, voire l'extension de la guerre à l'Iran, la Russie, la Chine...

N'y a-t-il vraiment plus rien à faire pour éviter une déroute à la présidentielle ? Pourtant, il y a des propositions, comme l'appel des 100... Même si, à gauche, il n'y a pas accord sur tout, il n'y a pas photo avec Fillon, Le Pen, Macron.

Il est encore possible de mobiliser la gauche, de gagner contre la droite radicalisée, contre le FN qui menace de nous renvoyer aux heures sombres.

➔ **Il faut aussi revoir la façon de combattre le FN, éviter de tomber dans ses pièges, c'est l'objet de ce cahier central :**

Ne pas rester sur son terrain, le laisser dérouler son argumentaire démagogique parfaitement rôdé à force de milliers d'heures de télé.

Ne pas croire ce qu'il dit sur parole, montrer ce qu'il fait sur le terrain.

Prouver que Mme Le Pen est un-e- des candidat-e-s du « système », du MEDEF, des marchés financiers.

Le résumé de la politique de Mme Le Pen : celle de Donald Trump !

M. Trump a aussi fait campagne contre les immigrés, s'est proclamé le représentant du peuple, des ouvriers et chômeurs (blancs), le candidat « anti Wall Street », a été odieux avec les femmes...

Sitôt élu, il a formé un gouvernement dominé par les milliardaires, sa famille, Goldman Sachs, les pétroliers, les anti-IVG ; il menace de faire la guerre à l'Iran, à la Chine, à la Russie ; il casse la protection sociale, s'oppose au SMIC, dérégule la finance, tente de s'affranchir des lois de son pays...

Le soutien du Mme Le Pen à D. Trump, qui annonce vouloir casser les économies européennes, en dit long sur la sincérité de son « patriotisme », de sa « préférence nationale ». Le gouvernement allemand lui tente de s'y opposer !

Examinons quelques-uns de ses « 144 engagements », mélange de mensonges, d'insinuations, de racisme, d'habiletés rhétoriques ; (les citations sont en italique)

1/ « REFAIRE DE LA FRANCE UN PAYS DE LIBERTÉS » : Le FN dit : « *Les libertés sont menacées* ». Il veut en réalité la mise en place d'un régime autoritaire !

Le FN dit : « *Assurer le respect de la liberté d'association...* ».

(Pour le FN les associations et les syndicats sont mis dans le même sac)

Mensonge : la pratique est opposée : les maires FN font la chasse à toutes les organisations qui ne leur plaisent pas, remettant en cause la liberté d'association. Le 18 février, le FN tente d'interdire un meeting d'E. Macron à Toulon. A Paris, le FN demande l'interdiction d'un meeting de syndicats et de la LDH... qui ne lui plaît pas.

Le FN dit : « Une véritable liberté syndicale par la suppression du monopole de représentativité et par un contrôle public du financement des syndicats »

- **Mensonge** : Le financement des syndicats est déjà contrôlé. Le FN ferait mieux de rembourser ses emplois fictifs au Parlement européen.
 - **Insinuation nauséabonde** : le FN laisse entendre que les syndicats fraudent ;
 - **Retour des syndicats jaunes**. La lutte contre le monopole des syndicats représentatifs, républicains, au 1^{er} tour des élections professionnelles a toujours été le mot d'ordre de l'extrême droite, des « jaunes », de ceux qui veulent détruire les syndicats de salariés pour les remplacer par des syndicats aux ordres du patronat.
- Le FN affirme que les syndicats, notamment la CGT, sont un obstacle aux revendications. C'est l'argument historique du fascisme.

Le faux silence des « 144 engagements » du FN sur l'IVG et la peine de mort :

Mme Le Pen est favorable au déremboursement de l'IVG, à la rendre plus difficile, au rétablissement de la peine de mort. Elle entend procéder par référendums d'initiative citoyenne, par exemple sous l'émotion d'évènements révoltants.

LE VOTE F.N., UN VOTE CONTESTATAIRE ?



Pour le FN, les immigrés sont l'alibi, mais en réalité c'est la République, les libertés fondamentales, qui sont visées :

Pratiquement, chaque ligne contient une attaque contre les « immigrés », rendus responsables de tout, rappelant les heures sombres de notre histoire.

Un immigré, c'est quoi ? Officiellement, « un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France ». Cela inclut ceux qui ont acquis la nationalité française.

Dans le langage courant au FN, ce sont tous ceux qui n'ont pas la peau blanche, les juifs, ... même citoyens français depuis des générations.

- La population aspire légitimement à la sécurité, des biens, des personnes...
Le FN surfe sur cette aspiration. En réalité, la provocation raciste, antisémite, contre la « racaille », est facteur de division, d'affrontements, justifiant les restrictions aux libertés. Elle est complémentaire de la volonté de diviser les salariés, de casser les syndicats.
- Derrière l'appel à l'armée, à la police, au quadrillage des « banlieues », le FN entend mettre en place une politique liberticide.

C'est le FN qui est un danger pour les libertés : ce qui lui déplaît doit être interdit !

Offensive anti syndicale, offensive contre tout ce qui ne plie pas dans les collectivités qu'il dirige, provocations racistes...

Il veut s'en prendre à l'IVG, rétablir la peine de mort.

Il veut supprimer l'École Nationale de la Magistrature, coupable de lui déplaire.

Il veut interdire des meetings et manifestations.

L'appel du FN à la police, à l'armée, n'a pas pour but la sécurité des citoyens : au contraire, il met de l'huile sur tous les feux possibles.

Le FN, c'est la mise en place d'un régime autoritaire contre la population.

2/ LA QUESTION SOCIALE :

- **Démagogie** : le FN demande l'abrogation de la loi El Khomri, mais entend permettre qu'on travaille 39 heures sans paiement d'heures supplémentaires, même de 10 % comme dans la loi El Khomri. Il rétablit la défiscalisation des heures supplémentaires de Sarkozy et Valls, faite pour se substituer aux augmentations de salaire. La droite, le MEDEF, ont aussi combattu la loi El Khomri ... comme insuffisante.
- **Baisse des salaires et des retraites** : casser les syndicats, c'est essentiel pour baisser les salaires et les retraites, car le seul frein, c'est la crainte des mobilisations.
- **Suppression massive de personnels dans les collectivités territoriales.**
- **Double langage** : Mme Le Pen déplore que 200 000 emplois dans la restauration ne soient pas pourvus par des « Français », à cause « des bas salaires ». Pourtant, elle s'oppose à l'augmentation du SMIC.

La rhétorique du FN sur le SMIC, c'est fausse opposition et vrai soutien au MEDEF !

L'une des techniques les plus fréquentes du FN c'est l'inversion de la réalité :

- Pour le FN, c'est comme « ami des salariés » qu'il ne faut pas augmenter le SMIC : ce serait nuisible aux salariés, car ça ferait baisser l'ensemble des salaires. M Gattaz n'en demande pas plus !
- Parfois, Mme Le Pen est plus directe : ainsi, sur Europe N°1, elle s'oppose à l'augmentation du SMIC car : « Cela entraîne une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays ».

Qui peut encore croire un mot de ce que dit le FN ?

« PROTEGEONS A 100 % LA SANTE DES FRANÇAIS » :

Le FN dit : « Garantir la Sécurité sociale pour tous les Français ainsi que le remboursement de l'ensemble des risques pris en charge par l'Assurance maladie. Pérenniser son financement en simplifiant l'administration du système, en luttant contre la gabegie financière et en investissant dans les nouveaux outils numériques pour permettre des économies durables. »

- **Mensonge** : le début laisse entendre que, grâce au FN, la Sécu va enfin faire... ce qu'elle fait depuis 71 ans !
- **Tromperie** : en disant « protégeons à 100 % la santé des Français » le FN laisse entendre un remboursement des soins à 100%. Ce n'est pas le cas, il veut étendre les complémentaires privées au détriment de la Sécu, se fait le défenseur du secteur libéra.
- **Insinuation** : Le FN affirme que la Sécu, « c'est la gabegie », alors que ses frais de gestion sont infiniment inférieurs au privé. Il s'agit bien de détruire la Sécu. Kessler, Gattaz...doivent applaudir.
- **La candidate bien dans le « système » pour casser la Sécu et les services publics** : « L'investissement dans les outils numériques... » : c'est ce que font les gouvernements pour réaliser leurs coupes budgétaires : automates, Internet... à la Sécu, dans tous les services publics, pour supprimer les emplois. Or, le numérique devrait être au service des usagers, sans remplacer l'humain.
- **Casse de la Sécu, privatisation** : le FN avait repris la proposition Sarkozy, Macron, Fillon... de réduction des cotisations sociales entre autres salariales, une des façons de casser la Sécu au profit du privé (voir article Macron, Résistance Sociale décembre). **Il se prononce pour l'augmentation des exonérations de cotisations patronales.**

Le FN prétend « Réaliser des économies en supprimant l'Aide Médicale d'État réservée aux clandestins, en luttant contre la fraude (création d'une carte Vitale biométrique fusionnée avec le titre d'identité) »

C'est mensonge et provocation... au profit des fraudeurs patronaux !

- **Mensonge** : le FN laisse entendre que la fraude, c'est les immigrés « clandestins ». Or, les 20 milliards de fraude sociale annuelle sont essentiellement le fait des entreprises. Le FN dédouane la fraude patronale.
- **Double langage** : À la télé, Mme Le Pen, craignant d'être démentie, ne tient pas toujours le même discours ;
- **Provocation** : la fraude serait exclusivement le fait des « immigrés » et pas des « bons Français ». C'est le débat qu'il souhaite : les « bons Français » exploités par les « immigrés ... pas par Kessler, pas par les sociétés du CAC 40...

Là encore, la rhétorique du FN, c'est « tout ce qui va mal, c'est à cause des «immigrés » :

Tous les salariés, immigrés ou non, produisent plus de richesses qu'ils n'en consomment, sinon il n'y aurait pas eu **186 milliards de dividendes en 2015, plus 100 milliards de fraude sociale et fiscale.**

En fait, il ne devrait pas y avoir de chômage de masse, tant il existe de besoins sociaux et environnementaux non satisfaits, et il est possible de réduire la durée du travail - sans baisse de salaire.

La cause du chômage, c'est la mondialisation libérale. Mme Le Pen la dénonce en paroles mais la soutient en fait, en s'en prenant aux victimes, aux syndicats, en montant une partie de la population contre l'autre... et en votant pour au Parlement européen !

Le FN soutien le patronat et toutes les décisions gouvernementales régressives.

- Le FN suggère que, pour régler les problèmes budgétaires, il suffit de supprimer les 0,7 milliards d'Aide Médicale aux Étrangers sur un budget de protection sociale de 700 milliards, soit 1/1000ème ! Rien n'est dit sur les 45 milliards d'exonérations et d'exemptions de cotisations sociales patronales, les licenciements, les salaires bloqués ou presque... Au contraire, le FN veut augmenter les exonérations de cotisations sociales de 20 milliards, rejoignant le « système », Hollande, Valls, Macron, Fillon, Gattaz...
- Le FN demande « **d'augmenter substantiellement la marge des entreprises françaises... alléger la réglementation, la bureaucratie et la fiscalité...** »
- **Le FN soutient les lois rétrogrades successives au détriment des malades :**
Il ne dit rien sur les franchises, les dépassements d'honoraires... Rien sur les lois Bachelot et Touraine, rien sur les coupes budgétaires...
À l'opposé, ses adversaires sont les syndicats CGT, FO, SUD qui manifestent le 7 mars, avec de larges soutiens.

Les « engagements » sur le pouvoir d'achat des bas revenus et des retraités :

Le FN promet une augmentation de l'ASPA (minimum vieillesse), mais ne la chiffre pas, une prime de « Pouvoir d'Achat » pour revenus et retraites inférieurs à 1500 €, non chiffrée non plus.

Une prime – pas forcément durable, payée par la fiscalité – est un argument électoral, mais s'oppose à une augmentation générale des salaires et des retraites qui, elle, est durable.

Le FN en trompe l'œil sur la retraite à 60 ans pour 40 années de cotisation :

Le FN était pour la retraite à 65 ans. Mme Le Pen a tranché pour un affichage de 60 ans, reprenant une revendication de certains syndicats qu'elle combat. Toutefois, outre que « les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent », cet affichage est en trompe l'œil ; en effet, les jeunes commencent à travailler de plus en plus tard, et risquent de devoir travailler bien au-delà de 60 ans pour avoir 40 ans de cotisations. Donc, tout dépend des conditions d'acquisition des trimestres.

L'erreur à ne pas commettre : se laisser enfermer dans le débat « *les Français paient des cotisations et ne peuvent pas se soigner alors que les immigrés sont soignés gratuitement ...* ». Car dans ce débat piégé, le FN (hélas) marque des points.

Il faut **défendre l'accès aux soins de TOUTES et TOUS, aller vers le remboursement de la prévention et des soins à 100%, l'augmentation de toutes les retraites, revenir sur les exonérations... ce que le FN refuse.** Et, bien sûr, la France républicaine, la France héritière des Lumières, ce n'est pas la barbarie : on ne laisse personne mourir sur le trottoir, ce qui, en outre, serait créateur d'épidémies et couteux.

3/ ENSEIGNEMENT : « UNE FRANCE QUI TRANSMET ET SE TRANSMET »

- Le programme, d'un vide sidéral, se borne à défendre le privé - catholique évidemment.
- *»50 % de l'emploi du temps consacré au « français »* (il ne reste pas grand-chose pour les autres matières...)
- le FN veut interdire d'école les enfants de sans-papiers – ce qui ne leur laisserait, devenus adultes, d'autre choix que de voler ou dealer. Voilà le résultat d'une punition qui serait infligée à des enfants de 3 ou 4 ans !
- Comme toujours, des provocations anti-immigrés : *« Supprimer l'enseignement des langues et cultures d'origine » (ELCO)*, même si le concept est fort discutable.

Les immigrés et la rhétorique faussement compassionnelle du FN

Interrogée pour inhumanité, Mme Le Pen se défend, fait preuve de compassion, donne bonne conscience à ses ouailles. **Si elle s'en prend aux immigrés, c'est pour leur bien** : *« les immigrés ne sont pas coupables mais victimes »*. Exact, ils sont victimes des guerres du pétrole, des matières premières, des dictateurs soutenus par différentes puissances, des passeurs... En quoi, ça justifie de les prendre comme boucs émissaires de sa politique autoritaire et anti sociale ?

- *« Développer massivement l'alternance »* : Pour le FN, l'apprentissage, c'est dès 14 ans ! Gattaz doit se réjouir mais cette proposition, réclamée depuis des décennies par le patronat, n'est pas spécifique au FN. Fillon en veut 1 million.

4/ LAICITE : on connaît la soi-disant « intransigeance » du FN sur la laïcité... Mais leur intransigeance ne concerne que l'islam, les « musulmans » étant définis par l'origine, même s'ils ont des liens lâches avec la religion ou sont athées.

- **La forteresse France assiégée** : Mme Le Pen à Lyon : *« Nous ne voulons pas vivre sous le joug ou la menace du fondamentalisme islamiste... »*. Elle développe longuement, donnant l'impression que la France est pratiquement occupée par Daesh et qu'elle seule est le rempart de la République française.
Ça justifie sa politique, non pas de défense de la sécurité comme il est normal, mais d'atteinte aux libertés
- **Son féminisme - lorsqu'il s'agit des femmes musulmanes – ne l'empêche pas de soutenir D. Trump**, partisan de l'interdiction de l'avortement, et dont le comportement personnel avec les femmes a horrifié le monde entier, sauf probablement Daesh...
- **Le révisionnisme : attaque frontale contre la République et la laïcité au nom du christianisme** : *« ...liberté, égalité, fraternité, procèdent de la sécularisation de principes issus de notre héritage chrétien »* ! Au contraire, le pape et l'aristocratie ont condamné avec force la révolution française, la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, qui mettaient fin à la monarchie de droit divin...

5/ LA REPUBLIQUE EN DANGER : NATIONALISME – COMMUNAUTARISME contre la REPUBLIQUE

Le FN dit *« Promouvoir l'assimilation républicaine, principe plus exigeant que celui d'intégration »*.

- **Mensonge** : le FN crée délibérément le communautarisme, son fonds de commerce : lorsque le directeur de la communication de M Rachline, porte-parole de Mme Le Pen, déclare au sujet de Théo : *« L'une (Marine Le Pen), est au chevet des boucliers de la nation. L'autre (François Hollande) est au chevet des racailles »*.

- **C'est une provocation pour que les jeunes descendent dans la rue**, ce qui permet de dénoncer les « racailles », de « justifier » sa politique de restriction des libertés syndicales, politiques, associatives.
- Il insinue que le Président de la République est complice des « racailles », donc qu'il faut un régime autoritaire.

Le racisme, le refus de l'égalité républicaine, la suppression du droit du sol, ne peuvent que créer ou renforcer un réflexe de défense communautaire.

Par sa politique, le FN favorise le recrutement de jeunes djihadistes, même si ça n'est en aucun cas une excuse pour faire des attentats.

Le FN a déposé une proposition de loi pour mettre **fin au droit du sol, constitutif de la citoyenneté, de notre République**. Les enfants nés en France ne seraient donc plus citoyens français. Si cette proposition avait été la loi de la République, il n'y aurait pas beaucoup aujourd'hui de « Français » en France. Comme on disait : « 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} générations, on est tous des enfants d'immigrés ». Avec le FN, creusant délibérément un fossé empêchant l'intégration comme l'assimilation, **on n'est plus dans la France républicaine**.

6/ Le FN dit vouloir « RENDRE À LA FRANCE SA SOUVERAINETÉ NATIONALE. VERS UNE EUROPE DES NATIONS INDÉPENDANTES, AU SERVICE DES PEUPLES »

À Lyon, le discours fut d'une extrême violence contre l'UE, tandis que les engagements restent flous.

*« Retrouver notre liberté et la maîtrise de notre destin en restituant au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique). Pour cela, **une négociation sera engagée avec nos partenaires européens**, suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne. **L'objectif** est de parvenir à un projet européen respectueux de l'indépendance de la France, des souverainetés nationales et qui serve les intérêts des peuples. »*

La dénonciation de l'Union européenne est le 2^{ème} pilier de la politique du FN :

Le FN surfe sur le fait que les peuples ne supportent pas la politique de plus en plus austéraitre de l'UE, qui nie les peuples, la souveraineté populaire, au nom des marchés financiers inondés de liquidités par la BCE.

Les propositions – comme l'Europe sociale...- paraissent souvent inatteignables dans un délai raisonnable. Dans ce contexte, le FN se présente comme LE représentant des 55 % du NON à la Constitution de 2005. Il s'approprie « la défense de la Nation contre Bruxelles », soutenue par « l'establishment ».

Le FN utilise une technique éprouvée du « système » : promettre « une négociation », comme Jospin avec le traité d'Amsterdam, puis Hollande. Mme Le Pen, députée européenne, doit savoir que **toutes les discussions en cours à l'UE vont vers plus de fédéralisme et non vers le souverainisme.**

Le double langage sur le retour à une « monnaie nationale » : Marine Le Pen se dit favorable à la sortie de l'euro, au moins comme monnaie unique, voire de l'UE.

D'abord, il faut rappeler que la transformation de l'euro suppose un accord unanime de tous les pays de la zone euro, ce qui semble peu probable aujourd'hui, même si des économistes, comme Stiglitz ou Sapir et des politiques de tous bords, craignent ou considèrent inévitable que l'euro explose sous ses contradictions. Ensuite, rien de crédible n'est dit sur les modalités de cette sortie et sur le retour à une monnaie nationale. Quelles relations par exemple avec l'Allemagne, notre premier partenaire commercial ?

Avec Le Pen, la France pourrait-elle sortir de l'UE (Frexit) ? On peut en douter car, sur le fond, il y a beaucoup de convergences entre le FN et l'actuelle commission européenne, antisociale, au service du patronat, des marchés financiers. Quant aux racines chrétiennes...

➤ **Les pièges à éviter :**

- **Soutenir plus ou moins l'Union européenne telle qu'elle est au motif « qu'avec le FN, ce serait pire ».** Pour les millions de Français dans la galère qui soutiennent le FN, ce message est inaudible. C'est ce que souhaite le FN : se présenter comme seul rempart contre le « système ».

Il faut au contraire proposer une alternative de gauche et les moyens effectifs de l'atteindre.

- **Soutenir la mondialisation libérale, le libre-échange au motif que « le protectionnisme, ce serait pire ».** C'est ce que disent les multinationales, la Chine à Trump.

Ni la mondialisation libérale ni le libre-échange ne sont la solution. La solution est dans la coopération, l'internationalisme, la refondation de l'Union européenne. Quant au recours à un certain protectionnisme, la défense de l'industrie contre les délocalisations, la réindustrialisation, le respect des normes sociales, environnementales... il ne doit pas être rejeté mais la France ne peut vivre en autarcie. Et puis il est plus pertinent d'agir pour un protectionnisme à l'échelle de l'Europe pour lutter contre le dumping social que de mettre des barrières autour du seul hexagone.



Sans détailler les 144 propositions de Marine Le Pen, ce qu'il faut retenir, c'est que derrière des propositions qui paraissent au premier regard alléchantes, il y a toute une philosophie qui fait des immigrés la source de tous les maux, qui semble propice aux salariés notamment les plus pauvres mais qui en réalité ne remet jamais en cause le capital et le patronat. Affaiblir les syndicats, c'est laisser libre champ aux patrons. Marine Le Pen n'est pas la candidate des salariés mais celle des entreprises du CAC 40 en concurrence avec Macron et Fillon. Pour mémoire et sans assimiler les deux, Hitler était soutenu par les grosses entreprises allemandes. Piégés par une inflation galopante et un taux de chômage en forte croissance, une partie des salariés allemands a cru trouver dans le programme nazi la réponse à ses problèmes. On connaît la suite et ses millions de morts. Sans aller jusque-là, croire que Mme Le Pen nous promet un printemps radieux c'est prendre des vessies pour des lanternes.

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)